



PRÉFET DE LA HAUTE-GARONNE

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement

Colomiers, le 20 février 2013

Unité Territoriale de la Haute-Garonne et de
l'Ariège
Subdivision Environnement industriel
ENV5

Affaire suivie par : Hervé GERMAIN
N/Réf. : HG n° 2013 / 172

Téléphone : 05 61 15 37 50
Télécopie : 05 61 15 39 88
Courriel : herve.germain
@developpement-durable.gouv.fr

Objet : Demandes de renouvellement d'agrément « Véhicules hors d'usage » (VHU).

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES à Monsieur le PREFET de la HAUTE GARONNE

Établissements concernés :

- **Société ECO-RECUPERATION**, 5, Chemin des Pierres Z.A. « le Petit Paradis » 31150 BRUGUIERES : Agrément n° PR 3100013 D SIIIC n° 068-03588 SIREN : 314 536 699;
- **Société AMERICAFAER**, 64 , Chemin de Fenouillet 31200 TOULOUSE : Agrément n° PR 3100014 D SIIIC n° 068-03267 SIREN : 344 884 804;
- **Société JACKY RECUPERATION AUTOS** rue Jean-François Romieu Z.I. « Joffrery » 31600 MURET : Agrément n° PR 3100016 D SIIIC n° 068-05554 SIREN : 342 296 571 .

Par transmission du 2 juillet 2012, Monsieur le Préfet a adressé à nos services, pour examen et avis, la demande de renouvellement d'agrément établie **Société ECO-RECUPERATION**, 5, Chemin des Pierres Z.A. « le Petit Paradis » à BRUGUIERES (31150) en vue d'obtenir le renouvellement de l'agrément de centre véhicules hors d'usage (VHU)¹.

Par transmissions des 28 décembre 2011 et 12 février 2013, Monsieur le Préfet a adressé à nos services, pour examen et avis, la demande de renouvellement d'agrément établie par la **Société AMERICAFAER**, 64 , Chemin de Fenouillet à TOULOUSE (31200) en vue d'obtenir le renouvellement de l'agrément de centre VHU.

Par transmissions des 7 août 2012 et 5 février 2013, Monsieur le Préfet a adressé à nos services, pour examen et avis, la demande de renouvellement d'agrément établie par la **Société JACKY RECUPERATION AUTOS**, 28, rue Jean-François Romieu Z.I. « Joffrery » à MURET (31600) en vue d'obtenir le renouvellement de l'agrément de centre VHU.

Ces demandes sont établies en application de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 relatif aux agréments des exploitants des installations de stockage, de dépollution, de découpage ou de broyage des VHU.

1 Centre VHU : personnes qui assurent la prise en charge, le stockage, la dépollution et le démontage des véhicules hors d'usage.

1 - RAPPEL DE LA SITUATION ADMINISTRATIVE DES ÉTABLISSEMENTS

Sté ECO-RECUPERATION (M. BEGUE André) à Bruguières

La société ECO-RECUPERATION exploite une activité autorisée par Arrêté Préfectoral d'autorisation délivré le 12 mars 2004 sous la rubrique n° 286 de la nomenclature des installations classées « Stockage et activités de récupération de déchets de métaux et d'alliages, de résidus métalliques, d'objet en métal et carcasses de voitures hors d'usage, etc...de surface supérieure à 50 m² »: surface totale de 10 500 m² et tonnage annuel limité à 7 620 tonnes.

L'établissement est également réglementé par l'arrêté préfectoral complémentaire du 18 janvier 2007 portant agrément pour effectuer la dépollution et le démontage des véhicules hors d'usage (agrément n° PR 31 00013 D). L'agrément a été délivré pour une durée de 6 ans en application de l'arrêté ministériel du 15 mars 2005.

Suite au décret n°2010-369 du 13 avril 2010 modifiant la nomenclature des installations classées, l'installation est soumise à autorisation et visée par les rubriques :

- n° 2712 « installation de stockage, dépollution, démontage, découpage ou broyage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transport hors d'usage, la surface autorisée étant de supérieure à 50 m² » ;
- n° 2713 « installation de tri, transit, regroupement de métaux et de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux non dangereux, la surface autorisée étant de supérieure à 1000 m² » ;
- n° 2718 « installation de tri, transit, regroupement de déchets de métaux dangereux, la quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 1 t » ;
- n° 2791 « installation de traitement de déchets non dangereux – la quantité de déchets traités étant inférieure à 10 t/j » : cisailage et pressage de métaux et de déchets de métaux et d'alliages.

Un courrier a été adressé le 25 février 2011 par l'inspection auquel l'exploitant a répondu par courrier d'avril 2011, complété le 11 juillet 2011. Toutefois la rubrique 2712 ayant été modifiée à nouveau par décret du 26 novembre 2012, un courrier complémentaire a été adressé le 30 novembre 2012 précisant la répartition des surfaces affectées :

- n° 2712 : la surface étant supérieure à 50 m² mais inférieure à 30 000 m² - **enregistrement** 1 500 m² (30 à 70 VHU / mois) ;
- n° 2713 : la surface étant supérieure à 1000 m² - **autorisation** (6 500 m²) ;
- n° 2718 : au maximum 9 t de batteries usagées - **autorisation** ;
- n° 2791 : activité plus exercée ;

une actualisation de classement des installations sera faite parallèlement ;

Conformément à l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R.516-1 du code de l'environnement, les installations classées sous la rubrique 2712 ne sont soumises à la constitution de garanties financières que pour une surface supérieure à 1 hectare.

Le site exploite une surface de 1 500 m² et n'est donc pas soumis à la constitution de garanties financières pour cette activité ; par contre l'établissement est susceptible d'être concerné si le montant calculé de celles-ci dépassent le montant de 75 000 € pour les autres rubriques visées (rubriques n° 2713 et 2718).

AMERICAFAER SARL à Toulouse

La société AMERICAFAER exploite une activité autorisée par arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 6 novembre 1989 sous la rubrique n° 286 de la nomenclature des

installations classées « Stockage et activités de récupération de déchets de métaux et d'alliages, de résidus métalliques, d'objet en métal et carcasses de voitures hors d'usage, etc...de surface supérieure à 50 m² »: surface totale de 6 323 m².

L'établissement est également réglementé par l'arrêté préfectoral complémentaire du 18 janvier 2007 portant agrément pour effectuer la dépollution et le démontage des véhicules hors d'usage (agrément n° PR 31 00014 D). L'agrément a été délivré pour une durée de 6 ans en application de l'arrêté ministériel du 15 mars 2005.

Suite au décret n°2010-369 du 13 avril 2010 modifiant la nomenclature des installations classées, l'installation est soumise à autorisation et visée par les rubriques :

- n° 2712 « installation de stockage, dépollution, démontage, découpage ou broyage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transport hors d'usage, la surface autorisée étant de supérieure à 50 m² » ;
- n° 2713 « installation de tri, transit, regroupement de métaux et de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux non dangereux, la surface autorisée étant de supérieure à 1000 m² » ;
- n° 2718 « installation de tri, transit, regroupement de déchets de métaux dangereux, la quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 1 t » ;
- n° 2791 « installation de traitement de déchets non dangereux – la quantité de déchets traités étant supérieure à 10 t/j » : cisailage et pressage de métaux et de déchets de métaux et d'alliages.

Un courrier a été adressé le 25 février 2011 par l'inspection auquel l'exploitant a répondu par courrier du 5 juillet 2011. Toutefois la rubrique 2712 ayant été modifiée à nouveau par décret du 26 novembre 2012, la répartition des surfaces affectées doit être complétée:

- n° 2712 : la surface étant supérieure à 50 m² mais inférieure à 30 000 m² - **enregistrement à préciser** ;
- n° 2713 : la surface étant supérieure à 1000 m² - **autorisation à préciser** ;
- n° 2718 : au maximum 40 t de batteries usagées - **autorisation** ;
- n° 2791 : 110 t/j - **autorisation** ;

une actualisation de classement des installations sera faite parallèlement.

Conformément à l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R.516-1 du code de l'environnement, les installations classées sous la rubrique 2712 ne sont soumises à la constitution de garanties financières que pour une surface supérieure à 1 hectare.

Le site exploite une surface totale de 6 323 m² et n'est donc pas soumis à la constitution de garanties financières pour cette activité ; par contre l'établissement est susceptible d'être concerné si le montant calculé de celles-ci dépassent le montant de 75 000 € pour les autres rubriques visées (rubriques n° 2713, 2718 et 2791).

JACKY RECUPERATION AUTOS SARL à Muret

La société JACKY RECUPERATION AUTOS exploite une activité autorisée par arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 23 juin 1988, modifié le 28 août 1991. Suite à une demande d'extension, un nouvel arrêté préfectoral a été pris le 2 avril 2007, visant la rubrique n° 286 de la nomenclature des installations classées « Stockage et activités de récupération de déchets de métaux et d'alliages, de résidus métalliques, d'objet en métal et carcasses de voitures hors d'usage, etc...de surface supérieure à 50 m² »: surface totale de 11 394 m².

L'établissement est également réglementé par l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 janvier 2007 portant agrément pour effectuer la dépollution et le démontage des véhicules hors d'usage (agrément n° PR 31 00016 D). L'agrément a été délivré pour une durée de 6 ans en

application de l'arrêté ministériel du 15 mars 2005.

Suite au décret n°2010-369 du 13 avril 2010 modifiant la nomenclature des installations classées, l'installation est soumise à autorisation et visée par les rubriques :

- n° 2712 « installation de stockage, dépollution, démontage, découpage ou broyage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transport hors d'usage, la surface autorisée étant de supérieure à 50 m² » ;

Un courrier a été adressé le 25 février 2011 par l'inspection auquel l'exploitant a répondu par courrier du 5 mars 2011. La répartition des surfaces affectées doit être complétée:

- n° 2712 : la surface étant supérieure à 50 m² mais inférieure à 30 000 m² - **enregistrement à préciser** ;

une actualisation de classement des installations sera faite parallèlement.

Conformément à l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R.516-1 du code de l'environnement, les installations classées sous la rubrique 2712 ne sont soumises à la constitution de garanties financières que pour une surface supérieure à 1 hectare.

Le site exploite une surface totale de 11 394 m², l'établissement est susceptible d'être soumis à la constitution de garanties financières pour cette activité ; toutefois en faisant le calcul précis des surfaces affectées (circulaire du 27 août 2012), il est vraisemblable que ce seuil de 1 hectare ne soit pas dépassé : *à confirmer*.

2 - EXAMEN DE L'INSPECTION

L'arrêté ministériel du 15 mars 2005 relatif aux agréments des exploitants des installations de stockage, de dépollution, de démontage, de découpage ou de broyage des véhicules hors d'usage a été abrogé et remplacé par l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 relatif aux agréments des exploitants des centres VHU et aux agréments des exploitants des installations de broyage de véhicules hors d'usage, celui-ci applicable depuis le 1^{er} juillet 2012.

Conformément à l'article 5 du dit arrêté du 2 mai 2012, pour les demandes de renouvellement d'agréments en cours d'instruction à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté le 1^{er} juillet 2012, l'agrément antérieur a été prorogé pour une durée de trois mois pendant laquelle l'exploitant doit compléter son dossier en fournissant un dossier complémentaire démontrant qu'il sera en mesure de respecter les prescriptions du nouvel arrêté ministériel dès la délivrance de son nouvel agrément. Ce dossier est notamment composé de :

- l'engagement du demandeur à respecter les obligations du cahier des charges mentionnées dans cet arrêté et les moyens mis en œuvre à cette fin ;
- la justification des capacités techniques et financières du demandeur à exploiter l'installation conformément au cahier des charges défini dans le présent arrêté.

L'inspection des installations classées a adressé courant octobre 2012 aux exploitants suscités un courrier leur demandant de transmettre sous 3 mois ce dossier complémentaire.

Ce courrier reprend aussi les directives incluses dans la circulaire du 27 août 2012 relative aux modalités d'application de l'arrêté ministériel susvisé du 2 mai 2012 (mise en ligne sur Légifrance le 02/10/2012 et au Bulletin Officiel du MEDDE le 10/10/2012); de ce fait, une prorogation de 3 mois a également été proposée pour le 3^{ème} dossier étudié ci-dessous, dossier déposé le 16 juillet 2012 et donc antérieurement à la parution de la dite circulaire.

Caractère complet du dossier et conformité

Conformément aux dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 relatif aux agréments des exploitants des centres VHU et aux agréments des exploitants des installations de broyage de véhicules hors d'usage, le dossier de demande d'agrément doit comporter :

- le demandeur étant une personne morale, sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la demande ;
- l'engagement du demandeur de respecter les obligations du cahier des charges mentionnées en annexe I de l'arrêté du 2 mai 2012 précité et les moyens mis en œuvre à cette fin ;
- les références de l'arrêté préfectoral pris, le cas échéant, au titre de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- le dernier rapport, datant de moins d'un an, relatif à la vérification de la conformité aux dispositions du cahier des charges annexé à l'arrêté préfectoral d'agrément, établi par un organisme tiers accrédité ;
- la justification des capacités techniques et financières du demandeur à exploiter l'installation conformément au cahier des charges défini en annexe I de l'arrêté du 2 mai 2012 précité ;
- la description détaillée des dispositions envisagées pour le respect de ses obligations en matière de réutilisation et de recyclage et de réutilisation et de valorisation, telles qu'elles sont définies aux 11° et 12° de l'annexe I de l'arrêté du 2 mai 2012 précité.

Sté ECO-RECUPERATION (M. BEGUE André) à Bruguières

Un dossier initial a été déposé le 18 juin 2012, en référence à l'arrêté ministériel du 15 mars 2005. En réponse au courrier de l'inspection du 1^{er} octobre 2012, l'exploitant a adressé le 30 novembre 2012 des compléments :

- acte d'engagement au nouveau cahier des charges étendu par l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 signé le 30 novembre 2012 ;
- capacité financières : cotation émanant de la Banque de France du 20 juillet 2012.

Le dossier ainsi complété est conforme aux dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 relatif aux agréments des exploitants des centres VHU et aux agréments des exploitants des installations de broyage de véhicules hors d'usage.

L'attestation annuelle de conformité VHU délivrée le 22 mars 2012 par la société ECOPASS, organisme tiers accrédité, certifie la conformité de l'installation aux exigences de son arrêté préfectoral d'agrément et à celles mentionnées à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 15 mars 2005 (abrogé par l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 depuis le 1^{er} juillet 2012). Aucune non conformité n'a été relevée par l'organisme. Le prochain audit est programmé le 22 mars 2013, il devra porter sur le cahier des charges imposé par l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 et le rapport devra être transmis dès réception à l'inspection.

Au cours de la visite du site réalisée par l'inspection des installations classées le 8 novembre 2010 il a été constaté des écarts motivant un arrêté préfectoral de mise en demeure du 26 novembre 2010 (7 points). L'exploitant a donné suite des actions correctives engagées par courrier du 6 novembre 2011 en fournissant les justificatifs. Une nouvelle inspection de récolement a été réalisée le 15 février 2013, celle-ci va permettre de proposer la levée de cette mise en demeure.

AMERICAFAER SARL à Toulouse

Un dossier initial a été déposé le 26 novembre 2011, en référence à l'arrêté ministériel du 15 mars 2005. En réponse au courrier de l'inspection du 1^{er} octobre 2012, l'exploitant a déposé le 1^{er}

février 2013 des compléments :

- acte d'engagement au nouveau cahier des charges étendu par l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 signé le 31 janvier 2013 ;
- capacité financières : bilans complets des comptes annuels 2009/10 et 2010/11.

Le dossier ainsi complété est conforme aux dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 relatif aux agréments des exploitants des centres VHU et aux agréments des exploitants des installations de broyage de véhicules hors d'usage.

L'attestation annuelle de conformité VHU délivrée le 19 décembre 2011 par la société ECOPASS, organisme tiers accrédité, certifie la conformité de l'installation aux exigences de son arrêté préfectoral d'agrément et à celles mentionnées à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 15 mars 2005 (abrogé par l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 depuis le 1er juillet 2012). Aucune non conformité n'a été relevée par l'organisme. L'audit annuel suivant a été réalisé, il a porté sur le cahier des charges imposé par l'arrêté ministériel du 2 mai 2012, mais le rapport n'avait pas encore été établi par l'organisme de contrôle ; celui-ci devra être transmis dès réception à l'inspection.

Au cours de la visite du site réalisée par l'inspection des installations classées le 27 octobre 2010 il a été constaté des écarts motivant un arrêté préfectoral de mise en demeure du 26 novembre 2010 (11 points). Une nouvelle inspection a été le 1^{er} avril 2011 où il a été constaté que 5 points restaient en suspens. L'exploitant a donné suite des actions correctives engagées par courrier du 11 avril 2011 en fournissant les justificatifs.

JACKY RECUPERATION AUTOS SARL à Muret

Un premier dossier a été déposé le 16 juillet 2012, en référence à l'arrêté ministériel du 15 mars 2005. En réponse au courrier de l'inspection du 26 octobre 2012, l'exploitant a déposé le 4 février 2013 un nouveau dossier complet réalisé par rapport au référentiel du 2 mai 2012 et de sa circulaire d'application, et notamment :

- acte d'engagement au nouveau cahier des charges étendu par l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 signé le 30 janvier 2013 ;
- capacité financières : cotation émanant de la Banque de France le 19 juin 2012 et bilan de l'exercice 2011/12.

Ce nouveau dossier est conforme aux dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 relatif aux agréments des exploitants des centres VHU et aux agréments des exploitants des installations de broyage de véhicules hors d'usage.

L'attestation annuelle de conformité VHU délivrée le 27 février 2012 par la société ECOPASS, organisme tiers accrédité, certifie la conformité de l'installation aux exigences de son arrêté préfectoral d'agrément et à celles mentionnées à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 15 mars 2005 (abrogé par l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 depuis le 1er juillet 2012). Aucune non conformité n'a été relevée par l'organisme.

Au cours de la visite du site réalisée par l'inspection des installations classées le 1^{er} février 2013 il n'a pas été constaté d'écart significatif par rapport à l'arrêté préfectoral et/ou par rapport à l'arrêté ministériel « VHU ». L'exploitant a remis copie du rapport de l'audit réalisé le 28 janvier 2013, fait en référence au cahier des charges imposé par l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 qui montre 1 non-conformité. En complément des formations dispensées aux agents (attestations d'aptitude), une attestation de capacité de catégorie V de l'établissement, concernant la récupération des fluides frigorigènes des systèmes de climatisation de véhicules, engins et matériels en application de l'article R.543-99 du code de l'environnement, doit être délivrée par un organisme agréé ; cette demande a été faite et une copie sera adressée dès réception à l'inspection.

3 - PROPOSITIONS DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES.

Après analyse des dossiers de demande d'agrément, l'inspection des installations classées constate que :

- les dossiers de demande de renouvellement d'agrément ont été complétés et sont recevables ;
- pour les 3 établissements, l'évaluation de la conformité des sites aux dispositions des arrêtés ministériels du 15 mars 2005 et/ou du 2 mai 2012, réalisée par l'organisme tiers, ne fait pas état de non conformités significatives.

Aucun motif ne s'oppose donc au renouvellement :

- de l'agrément n° PR 3100013 D délivré le 18 janvier 2007 à la société ECO-RECUPERATION ;
- de l'agrément n° PR 3100014 D délivré le 18 janvier 2007 à la société AMERICAFER ;
- de l'agrément n° PR 3100016 D délivré le 22 janvier 2007 à la société JACKY RECUPERATION AUTOS.

Nous proposons donc de donner une suite favorable à ces demandes de renouvellement d'agrément pour une période de 6 ans dans le respect des engagements pris par les pétitionnaires.

Des dispositions complémentaires imposées par l'arrêté du 2 mai 2012 doivent être prescrites par arrêté préfectoral complémentaire après avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques conformément à l'article R.512-31 du code de l'environnement.

Les projets d'arrêtés préfectoraux complémentaires sont joints au présent rapport.

L'inspecteur des installations classées

Hervé GERMAIN

Vérifié, et validé le
Pour le DREAL et par subdélégation,
La Chef de Subdivision

Christine DACHICOURT-COSSART

P.J.:

- projet d'arrêté préfectoral d'agrément de la société ECO-RECUPERATION;
- projet d'arrêté préfectoral d'agrément de la société AMERICAFER ;
- projet d'arrêté préfectoral d'agrément de la société JACKY RECUPERATION AUTOS.